MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 16 au 20 novembre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : publication du rapport de la COSUMAF pour le premier semestre 2026.
- **Cameroun** : l'exécution physique du BIP recule à 39,1 % à fin septembre 2026.
- **Centrafrique** : rencontres avec le FMI pour présenter le cadrage macroéconomique et budgétaire à long terme.
- **Congo** : la Banque mondiale exprime ses inquiétudes sur les risques des Eurobonds.
- **Gabon** : le budget 2027 voté et ramené à 5 998,5 Mds FCFA après examen parlementaire.
- **Tchad** : projet de code pétrolier adopté à l'Assemblée nationale.
- **RDC** : le PAM adopte un plan stratégique de 2,62 Mds USD sur 2027-2030.
- **São Tomé-et-Príncipe** : la Banque centrale lance une enquête sur l'émigration, le marché des changes et l'inflation.

Régional

Marchés financiers : publication du rapport de la COSUMAF pour le premier semestre 2026

Le 14 novembre, la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) a publié son rapport semestriel sur le marché financier régional, décrivant un marché en structuration, dominé par le financement souverain. Les levées primaires ont atteint 220,1 Mds FCFA, dont 79 % pour l'emprunt obligataire gabonais, tandis que l'IPO de BGFI Holding (45,3 Mds FCFA) reste la seule opération privée d'envergure. Les échanges secondaires, très limités, se sont élevés à 1,35 Md FCFA, avec seulement 8 des 32 obligations cotées traitées. Concernant l'épargne gérée, le portefeuille des 31 sociétés de bourse (3 153 Mds FCFA) est placé à 72 % en obligations et valeurs du Trésor, et les encours des 17 sociétés de gestion (1 906 Mds FCFA) reposent à 76 % sur des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), eux-mêmes exposés à près de 60 % au Gabon et au Congo.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

2,62 Mds USD

L'enveloppe du plan stratégique adopté par le PAM pour la RDC sur 2027-2030

Marchés financiers : la BDEAC valide la levée de 298,3 Mds FCFA, un mois après sa première émission d'Eurobond

Dans un contexte d'intensification record de sa mobilisation de ressources en 2026, le conseil d'administration de la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) a approuvé, le 18 novembre, une nouvelle levée de fonds de 298,3 Mds FCFA auprès de partenaires régionaux et internationaux. Cette opération intervient un mois après le lancement réussi de son premier Eurobond (« AYOP »), d'un montant de 222 M USD assorti d'une maturité de 3 ans et d'un coupon de 7,88 %. En recourant aux marchés internationaux, la banque de développement vise trois objectifs : consolider sa liquidité, diversifier ses sources de financement et renforcer sa visibilité auprès des investisseurs étrangers pour soutenir des projets dans la zone CEMAC.

Cameroun

Finances : l'exécution physique du BIP recule à 39,1 % à fin septembre 2026

Au 30 septembre, l'exécution du budget d'investissement public (BIP) au Cameroun affiche des performances en recul par rapport à 2025, malgré une augmentation des ressources allouées. Le taux d'exécution physique s'établit ainsi à 39,1 %, en recul de 6,99 points sur un an. La performance financière connaît également une dégradation, avec un taux d'engagement de 54,24 % (-5,67 points), tandis que les taux de liquidation et d'ordonnancement se situent tous deux à 36,81 %, en baisse respective de 12,63 et 9,38 points. Réunis le 12 novembre 2026, les membres du Comité national de suivi et d'évaluation de l'exécution physico-financière de l'investissement public ont mis en évidence plusieurs facteurs à l'origine de cette contreperformance, notamment les retards de contractualisation, l'insuffisante maturation des projets, la mobilisation tardive des fonds de contrepartie, les délais de paiement des décomptes ainsi que les capacités financières limitées de certaines entreprises.

Énergie : Parlym décroche un marché de 11,14 Mds FCFA pour le hub GPL de Bonabéri

Le français Parlym, spécialisé dans l'ingénierie et la réalisation d'installations industrielles, a obtenu un marché de 11,14 Mds FCFA (16,98 M EUR) pour construire le nouveau hub logistique de gaz de pétrole liquéfié (GPL) de la Société camerounaise des dépôts pétroliers (SCDP), à Bonabéri, dans la ville de Douala. L'attribution du contrat a été confirmée par la SCDP lors d'une réunion tenue le 11 novembre. Le nouveau hub comprend la construction d'une huitième sphère (S8), d'une capacité de 1 000 tonnes, cinq postes de chargement de camions-citernes, six positions de chargement ferroviaire et quatre pompes GPL. Avec une mise en service prévue dans moins de 30 mois, les nouvelles installations devraient permettre de doubler les capacités journalières de distribution du dépôt de Bonabéri. Ce nouveau contrat fait partie des trois principaux marchés attribués à Parlym, et au groupement auquel elle a participé, pour une enveloppe totale d'environ 28,84 Mds FCFA (43,95 M EUR) à Bonabéri.

Énergie : signature d'un contrat pour la construction d'une centrale électrique de 300 MW au Port autonome de Douala

Le 16 novembre, la Douala Port Power Corporation (DPPC SA) et la China National Machinery Import and Export Corporation (CMC) ont signé un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction d'un montant de 862 M EUR, pour une durée de réalisation de 36 mois. Le contrat porte sur la mise en place d'une centrale à cycle combiné au gaz naturel de 300 MW (extensible à 500 MW), la construction d'un gazoduc d'environ 200 km reliant Kribi à Douala via Édéa et la modernisation des infrastructures électriques et de distribution du port. Le projet vise à garantir une alimentation électrique fiable et suffisante aux opérateurs portuaires, confrontés à des coupures fréquentes et des variations de tension. La centrale devrait également permettre d'améliorer la productivité des entreprises installées sur le port de Douala, de favoriser de nouveaux investissements et de contribuer à la réduction de l'empreinte carbone. L'énergie supplémentaire produite sera injectée dans le réseau national. Le ministre de l'Eau et de l'Énergie (MINEE) a, dans ce sens, exigé le strict respect du cadre réglementaire encadrant le projet, à l'occasion d'un échange avec la délégation de la CMC et les représentants de l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (ARSEL).

Mines : la GI-TOC évoque un appui sécuritaire américain potentiellement conditionné à des accès préférentiels

Dans le rapport « Des richesses vulnérables », la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC) met en évidence les risques pesant sur le secteur des métaux critiques, en développement au Cameroun. La reconversion d'exploitants d'or et de diamant vers le cobalt et le manganèse, bien que potentiellement créatrice de valeur, expose ces nouvelles filières à un déplacement des réseaux de contrebande et à une multiplication des activités illicites, alors que des difficultés de régulation du secteur aurifère persistent. En parallèle, l'étude souligne le risque d'un conditionnement de l'aide sécuritaire américaine à l'octroi de permis miniers. Les auteurs pointent le précédent observé en RDC, où Washington a obtenu des accès préférentiels en contrepartie d'un appui sécuritaire renforcé. Ainsi, la GI-TOC relève, malgré l'absence de communication officielle de la part des autorités, des signaux suggérant que « le niveau du soutien en matière de sécurité pourrait être ajusté en

fonction du degré d'ouverture par Yaoundé de son secteur minier aux intérêts américains ».

Centrafrique

Conjoncture : rencontres avec le FMI pour présenter le cadrage macroéconomique et budgétaire à long terme

Un atelier de concertation réunissant le gouvernement centrafricain et les partenaires techniques et financiers (PTF) s'est ouvert le lundi 16 novembre à Bangui, consacré à la stratégie décennale des réformes économiques et financières 2027-2036. Coorganisées avec la BEAC et le FMI, ces rencontres permettent aux ministères des Finances et de l'Économie de convenir de la mise en œuvre de cette feuille de route, en cohérence avec le Plan national de développement (PND) et les conclusions des concertations gouvernementales menées entre mai et octobre 2026. Ces travaux s'inscrivent dans le prolongement direct de la mission du FMI tenue du 9 au 13 novembre, au cours de laquelle l'institution a examiné les perspectives budgétaires et insisté sur la mobilisation des recettes domestiques, la maîtrise des dépenses publiques et l'encadrement des exonérations. Le projet de loi de finances 2027 et la viabilité de la dette ont également été passés en revue, alors que la Centrafrique poursuit ses négociations en vue de la signature d'un nouveau programme avec le FMI.

Congo

Marchés financiers : la Banque mondiale exprime ses inquiétudes sur les risques des Eurobonds

Le recours croissant du Congo aux marchés internationaux pour assurer ses besoins de financement génère des risques de plus en plus importants selon le 13e rapport de suivi économique et financier de la Banque mondiale paru le 12 novembre. Entre novembre 2025 et mai 2026, dans un contexte de fortes tensions sur les finances publiques congolaises, les autorités ont réalisé l'émission de quatre obligations internationales d'un montant brut cumulé de 2,5 Mds USD. Ces opérations ont provoqué un renchérissement du coût de l'endettement et accru la vulnérabilité du pays à une éventuelle dégradation des conditions d'emprunt sur les marchés. La Banque mondiale estime que le reprofilage de la dette avec les Eurobonds modifie la structure de la dette congolaise : les créanciers commerciaux représentent près du tiers de celle-ci et les financements extérieurs non concessionnels constituent environ 71 % du portefeuille extérieur. Alors que la dette du Congo atteignait 97 % du PIB en 2025, la Banque mondiale recommande d'actualiser la stratégie de gestion de la dette à moyen terme 2026-2028 pour intégrer les nouvelles émissions obligataires, de renforcer la coordination entre la Caisse congolaise d'amortissement et le Trésor et de limiter le recours aux financements commerciaux non-concessionnels.

Mines : Zanaga Iron cherche de nouveaux financements avec le report probable de son accord avec Red Arc Minerals

Dans un communiqué paru le 10 novembre, Zanaga Iron Ore Company (ZIOC) juge peu probable la conclusion d'un accord avec la société américaine Red Arc Minerals avant le 30 novembre. Depuis février 2026, les deux entreprises sont en négociation pour un financement potentiel de 500 M USD destiné au développement du gisement de fer de Zanaga. Celui-ci possède des ressources minérales estimées à 6,9 milliards de tonnes dont 2,1 milliards de réserves. Selon le programme industriel, la première phase de production devrait permettre d'extraire 12 millions de tonnes de minerai par an, avant de porter la production annuelle à 30 millions de tonnes. Zanaga pourrait contribuer à la diversification de l'industrie extractive, largement dominée par les hydrocarbures. Toutefois, les difficultés de financement et d'accès à l'énergie et l'ampleur des investissements requis handicapent le développement du projet minier de Zanaga.

Gabon

Finances : le budget 2027 voté et ramené à 5 998,5 Mds FCFA après examen parlementaire

L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité, le 18 novembre, le projet de loi de finances (PLF) 2027, arrêté finalement à 5 998,5 Mds FCFA, contre 6 223,1 Mds initialement proposés par le gouvernement. Cet ajustement représente une réduction de 224,6 Mds FCFA, soit environ 3,6 % de l'enveloppe initiale. Le budget reste néanmoins supérieur de 9,2 % à celui de la loi de finances rectificative de 2026, établi à 5 495,2 Mds FCFA. Les prévisions macroéconomiques associées au budget tablent sur une croissance de 4,5 %, une inflation de 2,6 % et une production pétrolière de 11,3 millions de tonnes métriques. Les investissements publics ciblent principalement les transports, avec 286,4 Mds FCFA, suivis de l'énergie et de l'eau (154,3 Mds), de la santé (102,1 Mds) et de l'éducation nationale (61,8 Mds). La structure des dépenses reste toutefois marquée par le poids de la dette. Les charges financières correspondantes atteignent

667,3 Mds FCFA, tandis que les dépenses d'investissement du budget général diminuent à 1 058,4 Mds, contre 1 169,1 Mds en 2026. Pour renforcer les équilibres budgétaires, les députés ont notamment recommandé l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration du recouvrement des créances publiques, la maîtrise de la masse salariale et une réduction progressive de l'endettement. Le ministre de l'Économie et des Finances, Thierry Minko, a également défendu des amendements visant à introduire davantage de souplesse dans la stratégie d'endettement de l'État.

Finances : mobilisation de l'épargne nationale par les titres publics

L'État gabonais cherche à élargir sa base de financement en incitant les particuliers et les opérateurs économiques à souscrire aux bons du Trésor assimilables (BTA) et aux obligations du Trésor assimilables (OTA). Cette stratégie vise à mobiliser une part de l'épargne domestique pour financer les besoins du Trésor public, diversifier les sources de financement de l'État et accroître la participation des investisseurs nationaux au marché des titres publics de la CEMAC. La campagne gouvernementale ne précise pas les taux proposés, les montants minimaux de souscription ni les échéances des émissions concernées. Les personnes intéressées sont ainsi invitées à se rapprocher de leur banque ou d'un spécialiste en valeurs du Trésor afin de connaître les conditions applicables. Cette initiative s'inscrit dans un contexte de dette publique anticipée à 86 % du PIB en 2026 et projetée à 94 % du PIB en 2027 selon le FMI.

Finances : le SIGFiP confronté à des difficultés techniques en fin d'exercice

Le Système intégré de gestion des finances publiques (SIGFiP) a enregistré des perturbations les 12 et 13 novembre, à la suite d'une hausse de son utilisation cinq fois supérieure à sa moyenne annuelle. Selon le ministère de l'Économie et des Finances, cette surcharge a empêché certaines administrations d'enregistrer l'ensemble de leurs dépenses. Ces difficultés interviennent après de premiers problèmes signalés en mars, notamment concernant les connexions, les habilitations et les circuits de validation. En réponse, le gouvernement a prolongé exceptionnellement la période d'engagement budgétaire jusqu'au 20 novembre. Lancé en janvier 2026, le SIGFiP vise à dématérialiser la chaîne de la dépense publique, de l'engagement au paiement, et à renforcer la centralisation des données financières.

Tchad

Énergie : projet de code pétrolier adopté à l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi portant code pétrolier par 133 voix pour, 4 contre et 2 abstentions. Le mercredi 18 novembre, la ministre des Mines, du Pétrole et de la Géologie, Fatima Haram Acyl, a présenté ses principales innovations aux membres de la Commission des Affaires économiques et financières, du Plan et des Infrastructures du Sénat. Selon le ministère, ce nouveau cadre juridique vise à renforcer les intérêts de l'État et à améliorer la gouvernance ainsi que la transparence dans la gestion des ressources pétrolières. Le projet ambitionne également d'accroître les retombées économiques du pétrole pour l'État et les populations, de promouvoir le contenu local et de favoriser l'emploi des compétences nationales. Les consultations au Sénat constituent ainsi une nouvelle étape dans l'examen du texte, après son adoption par les députés.

Éducation : près de 97 Mds FCFA pour transformer l'éducation de base dans les 23 provinces

Le Tchad a lancé, lundi 16 novembre à N'Djaména, le Projet de transformation de l'éducation de base (SMARTED). Doté de 173,2 M USD, soit près de 97 Mds FCFA, ce programme doit couvrir les 23 provinces du pays sur la période 2026-2030. Le projet prévoit la construction de salles de classe, le renforcement de la formation des enseignants, la fourniture de manuels et la mise en place de cantines scolaires. Il vise également à améliorer le pilotage du système éducatif grâce à l'utilisation des données. Lors du lancement, les ministres d'État Mahamat Ahmad Alhabo et Tahir Hamid Nguilin ont insisté sur la nécessité de traduire les financements en résultats concrets au bénéfice des enfants tchadiens. Le financement associe la Banque islamique de développement, le Partenariat mondial pour l'éducation, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, le Fonds saoudien pour le développement, le Programme alimentaire mondial et l'État tchadien.

RDC

Conjoncture : le PAM adopte un plan stratégique de 2,62 Mds USD sur 2027-2030

Le conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (PAM) a approuvé, le 18 novembre à Rome, le Plan stratégique pays (PSP) 2027-2030 pour la RDC. Ce PSP-RDC est doté d'une enveloppe prévisionnelle de 2,62 Mds USD destinée à financer les interventions de l'agence onusienne dans le pays au cours des quatre prochaines années. Il est aligné sur le Plan national stratégique de développement (PNSD) et vise à articuler l'assistance humanitaire d'urgence avec les politiques de développement afin de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la protection sociale et la résilience des populations vulnérables. Le PSP intervient dans un contexte où environ 28,8 millions de personnes, soit près de 25 % de la population congolaise, sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, une situation aggravée par les conflits armés dans l'Est, les déplacements massifs de populations et la résurgence de l'épidémie d'Ebola.

Énergie : la RDC engage une réforme du cadre juridique pour encadrer le développement du projet « Grand Inga »

L'Assemblée nationale a déclaré recevable le projet de loi relatif à la mise en œuvre du complexe hydroélectrique du Grand Inga. Ce texte vise à doter le site d'un cadre juridique et institutionnel spécifique pour garantir la souveraineté de l'État, sécuriser les investissements et encadrer les enjeux environnementaux et sociaux. Situé sur le fleuve Congo dans le Kongo-Central, le site présente un potentiel estimé à 44 000 MW, soit plus du quart du potentiel hydroélectrique national de 167 200 MW, et sa réalisation est prévue en six phases successives, seules Inga 1 et Inga 2 (environ 1 775 MW) étant aujourd'hui en activité. Par ce projet, le gouvernement de la RDC entend créer les conditions nécessaires à la mobilisation des investissements publics et privés afin d'accroître l'offre électrique, de soutenir l'industrialisation et d'améliorer l'accès de la population à l'électricité. Cette étape législative est ainsi présentée comme un préalable à la mobilisation des financements, alors que la Banque mondiale soutient le programme Inga 3 à hauteur d'environ 1 Md USD, dont une première tranche de 250 M USD est entrée en vigueur en février 2026.

São Tomé-et-Príncipe

Conjoncture : la Banque centrale lance une enquête sur l'émigration, le marché des changes et l'inflation

La Banque centrale de São Tomé-et-Príncipe organise, du 9 au 22 novembre, une enquête portant sur l'émigration, le marché des changes et les anticipations d'inflation. L'initiative vise à recueillir les perceptions, opinions et expériences de la population sur ces trois sujets. À travers cette consultation, l'institution monétaire souhaite disposer de contributions directes des citoyens sur des questions liées aux dynamiques migratoires, aux échanges de devises et à l'évolution anticipée des prix. Elle appelle l'ensemble de la population à participer à cette démarche, dont les réponses sont présentées comme essentielles à la réalisation de ses objectifs.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu	Lien officiel
24-25 novembre 2026	*Ambition Africa* 2026	*Paris (France)*	*Site officiel · Inscription*
25 novembre 2026	25e Forum économique international sur l'Afrique de l'OCDE	*Paris (France)*	*Site officiel*
25 novembre 2026	*We Are French Touch – The French Creative Industries Summit*	*Paris (France)*	*Site officiel*
4 mars 2027	Forum d'affaires France – République démocratique du Congo	*Paris (France)*	*Site officiel*
11-13 mai 2027	Invest in African Energy (IAE 2027)	*Paris (France)*	*Source*
1-3 juin 2027	Congo Energy & Investment Forum 2027	*Kintélé (Congo)*	*Site officiel*
16-18 juin 2027	DRC Mining Week 2027	*Lubumbashi (RDC)*	*Site officiel*

BREVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)				Inflation (moy. Ann, en %)				*Solde Public (en %PIB)				Dette Publique (en %PIB)				Solde courant (en % PIB)			
	2026		2027		2026		2027		2026		2027		2026		2027		2026		2027	
	Valeur	***Rév.*	*Valeur*	***Rév.*	*Valeur*	***Rév.*	*Valeur*	***Rév.*	*Valeur*	***Rév.*	*Valeur*	***Rév.*	*Valeur*	***Rév.*	*Valeur*	***Rév.*	*Valeur*	***Rév.*	*Valeur*	***Rév.*
Cameroun	3,2	▼ -0,1	3,6	▼ -0,2	3,4	▼ -0,1	4,3	▲ 1,1	-2,2	▼ -0,5	-1,5	▼ -0,2	40,1	▲ 0,8	39,1	▲ 0,5	-4,8	▲ 0,3	-4,6	▲ 1,2
Centrafrique	2,7	▲ 0,1	3,3	▲ 0,3	3,5	▲ 2,0	3,0	▲ 0,5	-3,5	▲ 1,5	-3,7	▲ 2,5	43,5	▼ -20,5	44,5	▼ -22,1	-3,3	▲ 0,2	-3,4	▲ 0,2
Congo	3,5	▲ 0,7	3,6	▲ 0,3	4,0	▲ 1,2	3,4	▲ 0,4	5,2	▲ 4,8	5,2	▲ 2,2	80,5	▼ -10,7	77,6	▼ -8,2	5,2	▲ 11,2	3,6	▲ 9,4
Gabon	3,0	▲ 0,3	2,9	▲ 0,1	0,8	▼ -1,6	1,9	▼ -0,5	-10,4	▼ -0,5	-9,9	▲ 1,3	83,7	▼ -2,3	92,4	▼ -1,9	1,3	▲ 5,5	-2,2	▲ 3,3
Guinée Equatoriale	-1,7	▲ 1,0	-1,0	▲ 0,3	3,3	▲ 0,1	2,9	▶ 0,0	-0,6	▲ 1,0	-2,5	▲ 1,2	32,9	▼ -6,2	36,0	▼ -6,3	-0,1	▲ 1,5	-0,8	▲ 1,6
Tchad	4,5	▼ -0,8	5,4	▲ 0,5	-0,7	▼ -1,2	5,3	▲ 1,4	0,0	▲ 1,4	1,5	▲ 2,8	31,1	▲ 1,1	29,6	▼ -0,3	1,3	▲ 0,5	-0,3	▼ -0,6
CEMAC	3,0	▶ 0,0	3,5	▲ 0,1	2,4	▼ -0,3	3,8	▲ 0,6	-2,2	▲ 0,6	-1,7	▲ 0,9	50,4	▼ -1,2	50,7	▼ -1,5	-1,1	▲ 2,6	-2,2	▲ 2,1
RDC	5,2	▼ -0,7	5,7	▲ 0,3	4,3	▲ 1,0	7,4	▲ 1,0	-2,7	▲ 0,8	-2,4	▶ 0,0	23,7	▼ -0,9	26,9	▼ -0,9	-1,9	▲ 0,1	-0,9	▲ 0,7
Sao Tomé	0,4	▼ -3,0	1,9	▼ -2,0	11,0	▲ 1,5	9,6	▲ 1,7	-1,4	▼ -2,4	-0,5	▼ -2,1	55,9	▲ 5,5	54,2	▲ 6,8	-6,1	▼ -1,4	-4,8	▲ 0,3

Source : SER à partir du *World Economic Outlook* (WEO) du FMI, octobre 2026

*solde budgétaire global (dons inclus).

** **Rév** : Révision. Pour chaque variable, la colonne « *Rév* » indique la révision opérée par le WEO d'octobre 2026 pour les années 2026 et 2027 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'avril 2026).

Evolution des cours des matières premières

	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
Octobre-26	**Pétrole**	**Gaz naturel**	**Cacao**	**Café**	**Huile de palme**	**Grumes**	**Bois scié**
Référence/mesure	*Brent (USD/barils)*	*(USD/mmbtu)*	*(USD/kg)*	*(USD/kg)*	*(USD/mt)*	*(USD/mètre cube)*	
Valeur	109	3	6	7	1120	392	637
Variation mensuelle (%)	*6%*	*0%*	*-3%*	*2%*	*-5%*	*-3%*	*-1%*
Variation annuelle (%)	*72%*	*-8%*	*-3%*	*-17%*	*8%*	*-4%*	*0%*
Variation sur 5 ans	*32%*	*-46%*	*124%*	*39%*	*-15%*	*-3%*	*-3%*
Variation sur 10 ans	*120%*	*0%*	*112%*	*87%*	*49%*	*2%*	*8%*

***Source** : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)*

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.Économie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : **Ibrahim BARRY - Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET - Evelyne SILA – Laura LANDREIN – Tony DE AMORIM (SER Yaoundé) ; Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ; Michel BOIVIN – Matys-Andria PARMENTIER (SE Libreville) ; Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)**

Rendez-vous sur cette page pour vous abonner & suivez notre page Linkedin.